

## **Intervention de Saida Dorra Daoui : Les enjeux du vote des femmes et de leur participation à la transition démocratique**

lors du colloque organisé par regards de femmes le 15 octobre 2011 à Sciences po lyon Pas de gouvernance démocratique sans les femmes

Chercheur en sciences sociales, experte en genre et en formation des adultes, consultante et experte pour des organismes internationaux tels que l'ONU femmes. Elle est vice-présidente de l'association des femmes démocrates.

La rébellion avait commencé bien avant ce mois de janvier 2011 : en 2008, femmes et hommes avaient manifesté dans les rues dans le bassin minier de Redyef.

Qu'ont obtenu les femmes ? Une loi sur la parité adoptée le 11 avril 2011 par la Haute instance pour la défense des objectifs de la Révolution. Les candidatures pour la constituante du 23 octobre 2011 sont présentées sur la base de la parité entre les hommes et les femmes et sur la base de l'alternance : 1 homme/1 femme. Les listes ne respectant pas ce principe ne sont pas acceptées. Les femmes ont bien l'intention d'utiliser ce droit de vote après la chute de plomb qui s'était abattue sur la Tunisie ces 23 dernières années. Historiquement les femmes ne sont pas présentes en Tunisie. Les femmes représentent 51 % de la population parmi les jeunes de 18-35 ans. 1602 listes électorales ont été validées. 40% sont des listes indépendantes. Les femmes têtes de listes sont en nombre réduit. Notamment à cause du mode de scrutin qui empêche les grands partis d'être prédominants et qui favorise les petits partis. Il y a eu de fortes rivalités et des conflits qui ont poussé certains à quitter leurs partis et créer des partis indépendants pour pouvoir être tête de liste et augmenter leurs chances d'être élus.

Il y a à l'heure actuelle, 111 partis. Pratiquement tous les partis sont dirigés par des hommes (4 femmes à la tête des partis dont 3 nouveaux).

Les femmes sont au service des militants mais s'effacent lorsqu'il s'agit d'être au pouvoir. Quels sont les arguments utilisés pour les écarter du pouvoir ? « Les militants doivent être convaincus plutôt que d'imposer des femmes » (Forum démocratique pour le travail et les libertés). Pour le parti islamiste, être tête de liste demande « compétence et rayonnement ». Ils n'ont qu'une seule femme tête de liste sur leurs 32 listes.

Le Congrès Pour la République n'a choisi aucune femme car il considère que les hommes sont plus intéressés par la politique que les femmes.

Les petits partis / nouveaux partis ont eu du mal à constituer des listes avec les femmes faute d'adhérentes. Ils n'ont pas pu se présenter dans beaucoup de régions.

Sur 214 membres que comptera la Constituante, il n'y aura qu'entre 5 et 10% de femmes. Soit la moitié de leur proportion dans le dernier parlement d'avant le 14 janvier.

Les partis sont en retard sur la société. La mise en œuvre de la parité a incité les partis à recruter des femmes mais n'a pas été suffisante pour les pousser à un réel partage du pouvoir. Une exception toutefois au pôle démocratique moderniste (PDM) : la moitié des listes sont présidées par des femmes.

Les médias ont joué un rôle important. Leur nombre s'est multiplié. Il y a 88 journaux. Mais le temps de parole et d'image des femmes est bien moindre que celui des hommes : il ne dépasse pas les 10% (résultat du 1<sup>er</sup> rapport de l'Observatoire des élections de l'ATDF).

Plusieurs candidates tête de liste sont issues d'associations féministes.

Aujourd'hui, rares sont les Tunisiens qui osent affirmer que les femmes sont incapables de faire de la politique. Mais ils ne mettent pas leurs principes en pratique. Cela a un impact sur l'estime des femmes. A cela s'ajoute la difficulté de garder un équilibre entre les tâches domestiques et la vie politique. Les femmes consacrent 8 fois plus de temps à la vie familiale que les hommes. 39 minutes par jour pour les hommes. Les femmes n'ont pas beaucoup de temps pour travailler à côté.

On parle beaucoup de la désaffection politique des femmes et des jeunes. Il existe en Tunisie une certaine méfiance des partis. En effet, pendant 50 ans un parti unique a régné sans partage. Tout ce qui vient des partis fait peur. Une enquête menée auprès des jeunes montre que ces derniers se sentent peu concernés par la participation politique et boudent les partis (près de 8 sur 10 n'ont participé à aucune réunion des partis). Les femmes sont également méfiantes, et un peu plus que les hommes concernant les partis.

Saida Dorra conclut son intervention en citant Sanaa Ben Achour, présidente des femmes démocrates : « Plus que jamais nous devons réussir notre transition et obtenir tous nos droits »,.